

# **DECISION DCC 18-033**

## **DU 08 FEVRIER 2018**

*Date 08 février 2018*

*Requérant : Jérôme HOUNFONGBE*

*Contrôle de conformité :*

*Atteintes aux biens :*

*Litige domanial*

*Incompétence*

***La Cour constitutionnelle,***

Saisie d'une requête du 04 décembre 2017 enregistrée à son secrétariat le 06 décembre 2017 sous le numéro 2005/329/REC, par laquelle Monsieur Jérôme HOUNFONGBE forme un recours contre Monsieur Omer CHABBLIS dans le cadre du règlement d'un litige domanial ;

**VU** la Constitution du 11 décembre 1990 ;

**VU** la loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée par la loi du 31 mai 2001 ;

**VU** le règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Oùï le Professeur Théodore HOLO en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

### **CONTENU DU RECOURS**

**Considérant** que le requérant expose : « C'était en 1975 que mon feu père m'a laissé une partie de sa parcelle comme héritage.

Cette parcelle contenait des cocotiers... Mon grand frère Patrice est mort en 1970 et ma grande sœur Djagbé est morte en 1964. Mon papa est décédé le lundi 18 avril 1977... Je suis donc devenu le nouveau propriétaire. J'allais couper les cocotiers et faisais des dons à l'école de mon village en présence de mon grand frère Bertin qui ne s'y opposait pas. Bertin est mort le premier novembre 1998. J'ai donc vendu la parcelle parce que mon père a 10 enfants 5 garçons et 5 femmes. 5 sont morts dont 2 femmes et 3 garçons. Mon seul grand frère qui restait est parti, je ne sais où. Est-il vivant ou mort ? Je ne saurais le dire.

Du retour de mon voyage au Nigéria le 15 novembre 2013, j'ai reçu une convocation d'un huissier de la part de Monsieur Omer CHABBLIS ... puis une deuxième convocation de l'huissier William MONOU, le 13 juin 2017. J'ai montré la convention de mon frère feu Bertin concernant la parcelle vendue...

Le président du tribunal a dû reporter l'audience au 21 novembre 2017 en raison de l'absence de mes sœurs et m'a demandé de me présenter prochainement avec elles. Malheureusement, elles sont toutes malades. L'audience est reportée à nouveau au 19 décembre 2017...Omer CHABBLIS donne acte de délibérer le 19 /12/2017 à cause de mes sœurs qui sont malades. Omer CHABBLIS reconnaît les faits et avait instruit le juge depuis 2013 pour la libération de ladite parcelle sous prétexte que je souffre trop et sachant très bien que la parcelle ne lui appartient pas...

Nous sommes au nombre de quatre enfants vivants de la famille HOUNFONGBE avec la famille TOKPODOUNSI et les deux familles savent très bien que nous sommes héritiers moi et mes sœurs de ladite parcelle. Même les membres du comité de lotissement dans mon village ont refusé la convention de CHABBLIS Omer parce que Bertin n'est pas le seul garçon de mon père » ; qu'il demande « que justice soit faite » ;

### ***ANALYSE DU RECOURS***

**Considérant** qu'il ressort des éléments du dossier que le requérant sollicite l'intervention de la haute Juridiction dans une procédure judiciaire pendante devant le tribunal de première Instance de Porto-Novo pour le règlement d'un litige domanial ; que l'appréciation d'une telle demande ne relève pas du champ de compétence de la Cour tel que défini par les articles 114 et 117 de la Constitution ; qu'en conséquence, il échet pour elle de se déclarer incompétente ;

## **D E C I D E :**

**Article 1<sup>er</sup>.**- La Cour est incompétente.

**Article 2.**- La présente décision sera notifiée à Monsieur Jérôme HOUNFONGBE et publiée au Journal officiel.

Ont siégé à Cotonou, le huit février deux mille dix-huit,

Messieurs	Théodore	HOLO	Président
	Zimé Yérima	KORA-YAROU	Vice-Président
	Bernard Dossou	DEGBOE	Membre
Madame	Marcelline C.	GBEHA AFOUDA	Membre
Monsieur	Akibou	IBRAHIM G.	Membre
Madame	Lamatou	NASSIROU	Membre

Le Rapporteur,

Le Président,

**Professeur Théodore HOLO**

**Professeur Théodore HOLO.-**

